

L'ÉGLISE ORTHODOXE EN EUROPE : DÉFIS ET EXIGENCES DE L'UNITÉ

Christos YANNARAS

L'unité de l'Église n'est pas un problème d'organisation. Nous parlons de l'*unité* pour signaler le nouveau *mode d'existence* que l'Église proclame, un mode qui se réalise et se manifeste dans chaque communauté eucharistique locale.

Avant d'être exprimé comme « évangile », annonce joyeuse, le témoignage de l'Église est un événement concret : l'événement d'un repas dont la réalisation constitue la communauté ecclésiale. Ce repas témoigne et manifeste un nouveau mode de réception de la nourriture, c'est-à-dire de réalisation de la vie : réaliser la vie comme relation, exister non pas comme individu qui se nourrit et agit pour conserver sa survie, sa perpétuation, sa domination, mais exister en tant que personne qui communique amoureusement son existence, qui existe parce qu'elle aime et puisqu'elle aime.

« L'Église n'est pas une religion »

L'Église n'est pas une religion. La religion est une nécessité individualiste, égocentrique. L'Église est l'existence comme communion. La religion est individualiste, parce qu'elle est le produit d'une pulsion instinctive, d'une nécessité naturelle qui domine chaque individu de l'espèce humaine. Nécessité de neutralisation de la peur naturelle devant la mort, devant le transcendant inconnu. Nécessité de fortification de l'individu avec des certitudes « révélées », des garanties juridiques de l'immortalité individuelle.

L'Église a pris son nom de l'« *ecclesia* » (du « *dêmos* ») de la cité hellénique, de l'assemblée des citoyens. Les citoyens s'assemblaient à l'« *ecclesia* », avant tout, pour réaliser et manifester l'événement de la *cité*, c'est-à-dire un autre mode de co-existence. La *cité*, pour les Grecs anciens, n'était pas une cohabitation utilitaire (« *koinônia tês xreias* »), mais un combat en commun afin que la vie soit « en vérité », soit une « vraie » vie, une vie réelle. L'« *ecclesia* » des citoyens était la manifestation par excellence de la réalisation politique de la vérité.

La *vérité* pour les Grecs signifiait la réalité de l'être (« *ontôs on* »). Ils reconnaissaient par expérience comme être réel la *raison* éternelle, incorruptible, inchangeable, qui forme les « étants » et les rapports entre les « étants », les relations « logiques », d'harmonie et de beauté, qui constituent l'univers en « cosmos » : ornement réel. La *cité*, la « polis », et la vie politique étaient le lieu du combat volontaire de tous les citoyens pour constituer la collectivité selon la logique (le mode) de l'être réel, mode de la vérité, logique des relations d'harmonie et de la beauté.

La communion des Personnes du Dieu trinitaire comme mode d'existence

Même pour les chrétiens, la *vérité* ne renvoie pas à des « informations valables », mais au *mode d'existence* de l'être réel. Mais l'être réel, selon l'expérience ecclésiale, ce n'est pas la rationalité *a priori* et inexplicable de l'ordre cosmique. L'être réel, la vraie existence qui ne connaît pas de limitations du temps, de l'espace, de la corruption et de la mort, c'est la communion des Personnes du principe causal trinitaire de l'existant. Le mode d'existence de

Dieu trinitaire, c'est le mode de la liberté par rapport à toute nécessité et toute prédétermination, c'est la liberté illimitée de l'amour. Le Dieu des chrétiens est amour.

L'amour s'est signalé dans l'Église, dès les premiers instants de sa présence historique, comme liberté illimitée de l'existence, par le biais de trois mots qui définissent le principe causal trinitaire de l'existant: les mots *Père, Fils, Esprit*. Libre de toute nécessité et de toute prédétermination de son existence ineffable, Dieu le Père existe parce qu'il veut exister et sa libre volonté « hypostasie » (« fait hypostase ») son être en donnant « naissance » à son Fils et par la « procession » du Saint Esprit. Père, Fils, Esprit sont des mots du langage humain qui signifient non pas des existences individuelles (comme d'habitude les noms des individus: Pierre, Paul, Jean, etc.), mais des unicités hypostatiques qui existent en *relation*, des existences qui ne renvoient pas à elles même. Elles renvoient chacune, l'une à l'autre, liées par l'amour.

L'événement ecclésial vise alors à atteindre ce mode de vie trinitaire, un mode d'amour, le mode de la vraie existence. L'Église veut réaliser « cette unité qui a comme maître la Sainte Trinité », comme le dit saint Isaac le Syrien. Nous comprenons cette unité surtout comme communion au même calice, comme recherche de la vie en tant que communion d'amour, communion et recherche qui constituent le *corps* de chaque communauté eucharistique locale. Et l'expérience ecclésiale témoigne du fait que cette unité, en tant que mode d'existence, constitue également un seul et unique corps de toutes les Eglises particulières, locales, elle constitue l'Église comme réalité universelle.

Eucharistie et unité de l'Eglise

L'unité du corps universelle de l'Église se réalise en tant que participation en commun de tous les chrétiens au même calice de l'eucharistie, c'est-à-dire au même *mode d'existence*. La manifestation de cette unité réelle est servie par une institution concrète : le synode des évêques. Il faut ici définir, en deux mots, ce terme.

Le synode des évêques n'a rien à voir avec une réunion des directeurs d'une entreprise ou d'une société. D'abord, parce que l'évêque n'est pas le chef ou le dirigeant d'une communauté eucharistique, mais son père et son serviteur. Et, en plus, parce que le synode est un prolongement du sacrement de l'eucharistie, un prolongement du mode d'existence eucharistique.

Chaque évêque qui s'exprime au sein du synode épiscopale ne parle pas pour exprimer ses propres pensées, ses opinions et ses constatations, sa sagesse personnelle, sa compétence théologique, sa piété, ses vertus. Non ! L'évêque parle, au synode, comme témoin de l'expérience de la communauté eucharistique au service de laquelle il a soumis son être. Il n'exprime que l'expérience du combat par lequel sa communauté participe au *mode d'existence* eucharistique.

Etant donné que la participation au calice de l'eucharistie est la réalisation d'un changement du *mode d'existence*, il en est de même de la participation des évêques au synode. C'est la réalisation et la manifestation du *mode* qui libère l'existence du temps, de l'espace, de la corruption et de la mort, du *mode* qui constitue la réalité existentielle de l'Église, partout sur terre. Et, tout comme il est inconcevable qu'au repas eucharistique, Grecs, Russes ou Français communient chacun à des aliments différents, et pas au même pain et vin de la table commune, de même, au sein du synode, il est inconcevable que chaque évêque vienne avec ses intérêts individuels ou nationaux. Ce que l'eucharistie et le synode épiscopal ont en commun, c'est d'offrir la possibilité de changer le *mode d'existence*, de manifester l'espoir de la victoire sur la mort. La falsification de cet espoir est une lourde responsabilité.

« Un service en faveur de la réalisation de la vrai vie »

Quand les évêques des différentes Eglises locales célèbrent ensemble l'eucharistie, il y en a toujours un seul qui « préside » la célébration à l'image de la *monarchie* du Père, qui est la condition de l'unité de la Trinité. Il en va de même au synode : il y a toujours un seul évêque qui préside, jamais plusieurs, jamais alternativement. Présider au synode n'est pas un pouvoir, c'est un service en faveur de la réalisation de la vrai vie.

Comment définit-on *qui* doit présider chaque synode des évêques ? L'expérience ecclésiale des quinze premiers siècles a contribué à former le système dit *système métropolitain* : à chaque synode régional présidait l'évêque de la plus grande ville de la région, de la ville-mère (en grec : « *metropolis* »). Cet évêque prit le titre de *métropolite*. Il était responsable de l'évêché ayant la population la plus nombreuse, il avait par conséquent les capacités pour répondre aux responsabilités les plus grandes, et probablement aussi l'expérience pour gérer les problèmes les plus compliqués.

Au synode des évêques de toute une province de l'Empire romain unifié de l'époque, présidait l'évêque de la ville capitale : Rome en Occident, la Nouvelle Rome – Constantinople en Orient, Alexandrie en Egypte, Antioche au Moyen Orient. A ces quatre évêques des plus grands centres administratifs de l'Empire, qui ont été appelés *patriarches*, on y a ajouté, pour des raisons honorifiques, l'évêque de Jérusalem.

Le critère pour désigner les cinq *patriarches* qui formaient l'institution de la *pentarchie*, comme on l'a appelée, sur laquelle l'unité visible de l'Eglise universelle était fondée, ne tenait pas seulement à la capacité d'exercer la présidence des synodes comme service eucharistique. Le critère était également fondé sur la réalité qui fait que ces cinq villes de l'Empire se sont avérées les centres les plus grands de la vie ecclésiale, de la pensée théologique, de la vie liturgique, de la création artistique chrétienne. Nous distinguons jusqu'à nos jours dans la théologie la contribution féconde de l'« école » d'Alexandrie, comme l'on distingue également l'apport de l'« école » d'Antioche, pourtant très différente. Au niveau de l'art chrétien, nous reconnaissons les sommets atteints par l'« école » de Constantinople ainsi que l'apport de la tradition de Jérusalem pour ce qui est de la formation du cycle ecclésial.

Orthodoxie ou « religion nationale »

L'unité de l'Eglise universelle s'est brisée en morceaux lorsque le nationalisme parvint à s'imposer comme axe de cohésion politique des peuples. Dans une première étape, l'ambition d'une nation qui cherchait à constituer un empire a souvent été accompagnée de la prétention de voir reconnaître à son Eglise nationale le rang de patriarcat. L'étude de ce lien entre l'idée de l'Empire et le désir d'instauration d'un patriarcat national serait vraiment fascinante, il n'y a qu'à prendre des cas comme celui de Charlemagne (9^e siècle), du roi des Bulgares Syméon (10^e siècle), du roi des Serbes Etienne Dusan (14^e siècle), du tsar russe Ivan III (15^e siècle). Dans une deuxième étape, au 19^e siècle, le morcellement de l'unité ecclésiale selon des critères ethno-phylétiques s'est accompli de façon implacable. L'un après l'autre, les peuples orthodoxes des Balkans se sont libérés du joug ottoman et ils ont construit des Etats qui copièrent le modèle caractéristique de la modernité occidentale de l'époque (celui de « l'Etat-nation »), ce qui les a conduit aussitôt à exiger également l'indépendance ecclésiale. Ils ont donc choisi de sortir du système de la pentarchie patriarcale et, dans la majorité des cas, à être reconnus à leur tour comme « patriarcat », entraînant ainsi l'aliénation de leurs Eglises locales en « religion d'Etat nationale ».

Il y avait déjà eu un précédent à la fin du 16^e siècle, avec l'adoption du titre de patriarche par le métropolite de Moscou, pris de force en 1589, et qui coïncide avec

l'émergence des ambitions de Moscou de se voir reconnue comme la « Troisième Rome ». Il y eut plus tard, au 19^e siècle, la constitution du nouveau Royaume des Hellènes, au sud des Balkans, un Etat qui laissait en dehors de ses frontières les 4/5^e de la population grecque de l'Empire ottoman et dont l'Eglise s'est trouvée arrachée du patriarcat œcuménique pour se proclamer « Eglise autocéphale ». Puis, vint l'autocéphalie de l'Eglise serbe, en 1879, et l'octroi du rang de patriarcat à cette Eglise nationale, en 1920. Dès 1855, l'Eglise des Roumains s'était proclamée elle aussi autocéphale et, en 1925, elle fut à son tour élevée au rang de patriarcat. En 1937, c'est l'Eglise d'Albanie qui fut reconnue autocéphale et, en 1945, l'Eglise de Bulgarie, laquelle, en 1953, devint patriarcat.

C'est de cette façon que l'*orthodoxie*, qui était synonyme autrefois de la *catholicité* ecclésiale, finit par être comprise avant tout — et cela jusqu'à aujourd'hui — comme une religion nationale, une entité idéologique autonome, dans chaque Etat « historiquement orthodoxe ». Ainsi, l'orthodoxie en est venue à s'identifier avec les particularités historiques de chaque nation, avec les aventures politiques et les ambitions de chacune. Elle est devenue un élément supplétif de l'idéologie d'Etat dominante. Le terme *patriarcat* n'a plus aucun sens ecclésial aujourd'hui, il est sans aucun rapport avec le contenu qu'il avait dans le cadre synodal de la *pentarchie*. Il désigne des institutions administratives, plus ou moins sécularisées.

« L'unité de l'Église est un mode d'existence et non pas un mode d'organisation administratif »

Personne ne comprend plus ce que signifie la confession de foi selon laquelle que l'*unité* de l'Église est un *mode d'existence* et non pas un mode d'organisation administratif, pourquoi l'unité est l'Évangile incarné de la victoire sur la mort et non pas une organisation idéologique et disciplinaire uniforme qui copierait le modèle du Vatican. Force est de constater que, bien souvent, tant les pasteurs que les théologiens de nos Eglises orthodoxes nationales développent une ecclésiologie orthodoxe surprenante qui aujourd'hui n'est qu'une utopie irréalisable. Nous vivons réellement une tragédie.

Cette tragédie atteint son point culminant en dehors des pays dits « orthodoxes », c'est-à-dire dans la « diaspora » orthodoxe. Personne ne refuse le besoin d'avoir dans la même ville des paroisses orthodoxes des langues différentes. Mais le fait d'avoir des évêques différents pour chaque langue, c'est-à-dire pour chaque nationalité différente dans la même ville, constitue une négation de l'Église. Comment pouvons-nous nous appeler « frères » et « sœurs », si nous avons chacun un père différent ?

Le problème ne peut pas être résolu par des appels aux bons sentiments ou par des exhortations morales. Le nationalisme n'est ni une erreur de l'esprit ni une faute par rapport à la règle de la morale chrétienne. Il est la négation même de la vérité de l'Église, la « *religiosiation* » de l'évènement ecclésial.

« Un engagement de tous les orthodoxes en France »

Par cette commémoration du 40^e anniversaire de la fondation du Comité inter-épiscopal orthodoxe en France, nous rendons honneur aux pionniers de ce mouvement, afin que l'unité de l'Église comme évangile incarné ne soit pas oubliée. Cet anniversaire alors deviendrait réellement une fête, une source de joie, s'il marquait vraiment le début d'un engagement de *tous* les orthodoxes en France et de leurs évêques, avec un double objectif:

– premièrement, que l'Assemblée des évêques qui a succédé au Comité inter-épiscopal prenne son vrai nom ecclésial, celui d'un *synode* locale, avec la fonction d'un synode et un président de synode;

– et, deuxièmement, qu'un engagement de tous permette que la représentation des orthodoxes auprès des autorités de l'Union européenne, à Bruxelles, soit une et unique, afin de manifester l'expression et le symbole de notre unité ecclésiale réelle, pas une représentation divisée — comme aujourd'hui — en petites boutiques nationales, ce qui est franchement ridicule.